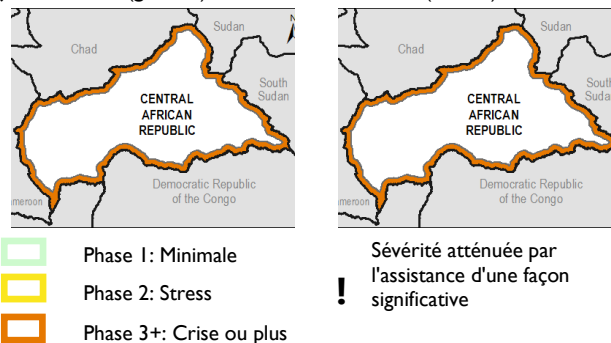


Fortes pluies et inondations maintiennent les prix alimentaires élevés pendant la période des récoltes

MESSAGES CLÉS

- Les préfectures de Vakaga, Haute-Kotto, Basse-Kotto, Mbomou et Haute-Mbomou devraient connaître une crise (Phase 3 de l'IPC) jusqu'en mai en raison de la faible production agricole dans les zones touchées par le conflit, de l'insécurité qui restreint les mouvements des ménages et des prix élevés des denrées alimentaires. Les personnes déplacées à l'intérieur (PDI) dans ces zones risquent le plus de faire face à des déficits alimentaires, étant donné l'accès limité aux activités de moyens d'existence et l'accès limité des organisations humanitaires.
- La production agricole nationale est attendue supérieure à la moyenne des cinq dernières années, mais les fortes précipitations d'octobre ont empêché l'assèchement et la conservation de la récolte principale en cours. En conséquence, la disponibilité de céréales pour les ménages et le marché reste faible, ce qui entraîne des prix élevés des céréales qui limitent l'accès à la nourriture. Les prix du manioc et du maïs sur les principaux marchés de référence que sont Bangui, Bambari, Bria et Bangassou sont en moyenne 60 pour cent et 50 pour cent plus élevés, respectivement, qu'en octobre 2018.
- Les activités des groupes armés continuent de restreindre l'accès et l'aide alimentaire des humanitaires dans l'est et le sud-est. L'accès limité est aggravé par la détérioration des routières et les difficultés logistiques d'accès aux zones isolées, en particulier pendant la saison des pluies. Les attaques contre les humanitaires ont eu lieu **30 fois par mois en moyenne de juillet à septembre**, principalement à Kaga-Bandoro, Bambari et Batangafo.

Résultats de la sécurité alimentaire estimés d'octobre 2019 à janvier 2020 (gauche) et février à mai 2020 (droite)



Source : FEWS NET

La manière de classification que FEWS NET utilise est compatible avec l'IPC-compatible. Une analyse qui est compatible avec l'IPC suit les principaux protocoles de l'IPC mais ne reflète pas nécessairement le consensus des partenaires nationaux en matière de sécurité alimentaire. Pour les pays suivis à distance par FEWS NET, un contour coloré est utilisé pour représenter la classification de l'IPC la plus élevée dans les zones de préoccupation.

ZONE	ANOMALIES ACTUELLES	ANOMALIES PROJETÉES
<i>Nationale</i>	<p>Les violences perpétrées par des groupes armés se sont poursuivies dans certaines zones. De manière plus significative, 10 000 à 20 000 personnes ont été déplacées par la violence à Birao, dans la Vakaga. On estime à 600 000 le nombre de personnes déplacées à l'intérieur du pays, dont 34% sur place et 66% dans des familles d'accueil. Cependant, environ 4 795 réfugiés ont été rapatriés volontairement en 2019, en plus du retour spontané de PDI et de réfugiés.</p> <p>Les précipitations cumulées supérieures à la moyenne en septembre et octobre ont entraîné des inondations et des déplacements de population à Bangui, Ombella-Mpoko, Ouham, Ouaka et Basse-Kotto, le long des fleuves Oubangui et Ouaka. Les précipitations empêchent aussi le séchage et la conservation des nouvelles récoltes, ce qui réduit leur offre sur les marchés et maintient les niveaux de prix plus élevés.</p>	<p>La violence épisodique entre groupes armés devrait se poursuivre, principalement dans l'est du pays, malgré une tendance nationale à l'amélioration des conditions de sécurité en 2019. Un conflit intercommunal et entre agriculteurs-éleveurs est également probable pendant la saison sèche. Bien que ces conflits continuent de refléter l'instabilité de la situation, l'amélioration de la sécurité continuera probablement à faciliter le retour volontaire ou spontané des personnes déplacées à l'intérieur du pays et des réfugiés.</p> <p>Les précipitations vont probablement cesser à partir de novembre, et le début de la saison sèche facilitera probablement la commercialisation des cultures et conduira à une baisse saisonnière des prix des aliments de base. Dans l'ensemble, la dépendance des ménages des marchés restera typique pendant la période.</p>

PERSPECTIVE PROJÉTÉE À MAI 2020

Avec la récolte principale d'octobre à janvier, les disponibilités alimentaires s'améliorent progressivement au niveau des ménages dans la majeure partie du pays. Selon les estimations du gouvernement, la production nationale devrait être supérieure à la moyenne des cinq dernières années, avec une augmentation de 17% de la production de manioc et de 21% de la production de maïs. L'augmentation de la production nationale est attribuée à l'amélioration des conditions de sécurité qui ont permis une augmentation des superficies plantées, associées à des précipitations généralement favorables. Selon les résultats de diverses enquêtes multisectorielle des besoins humanitaires menées en juillet et en août par les ONGs, 70 pour cent en moyenne des ménages du pays ont pu pratiquer la culture agricole cette année. Au niveau de la préfecture, la production devrait dépasser de 20 à 50 pour cent la moyenne quinquennale à Lobaye, Kémo, Ombella-Mpoko, Ouham-Pendé, Nana-Membéré, Sangha-Mbaéré et Mambéré-Kadai. Il convient de noter que la production agricole serait encore inférieure à la moyenne d'avant la crise.

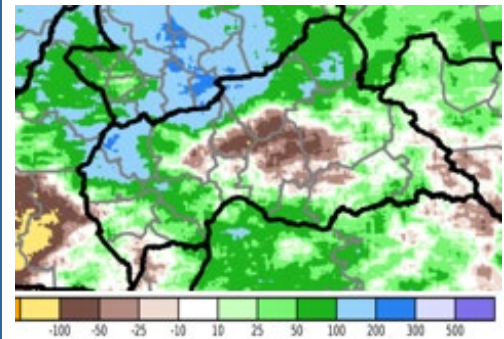
Cependant, une baisse de la production est attendue dans les zones où l'insécurité et les inondations ont réduit l'accès aux champs ou entraîné des pertes de récoltes, limitant ainsi la disponibilité de la nourriture locale. Les pluies abondantes et les inondations en cours entravent les récoltes ou endommagent les cultures dans certaines préfectures, tandis que la maladie du manioc a eu un impact négatif sur la production à Kémo. Dans les préfectures où les groupes armés restent actifs, moins de 50 pour cent des ménages en moyenne ont pu pratiquer l'agriculture. La production de manioc devrait être de 17 à 37 pour cent inférieure à la moyenne dans les préfectures de Basse-Kotto, Mbomou, Haute-Kotto et Ouaka.

Malgré l'amélioration de la disponibilité alimentaire, la saison des pluies en cours et l'insécurité empêche l'accès à l'alimentation, ce qui a maintenu les prix élevés des denrées de base. D'une part, la pluie empêche le séchage et le stockage des récoltes, ce qui entraîne une perte de récolte après la récolte et affecte la vente et la commercialisation des cultures. En revanche, la détérioration des routes du marché en raison de la pluie et les taxes illicites imposées par les groupes armés augmente les coûts de transport. En conséquence, les aliments de base tels que le manioc sont peu approvisionnés et les prix des céréales restent élevés par rapport à octobre 2018. Par exemple, sur la base des informations de surveillance du marché, le prix la cuvette de manioc a augmenté de 100 pour cent à Bria et de 33 pour cent à Bangassou par rapport l'année passée, alors que le prix de la cuvette de maïs a augmenté en moyenne de 75 pour cent sur les deux marchés. Cependant, les marchés sont approvisionnés en légumes et en aliments sauvages (champignons, igname sauvage, escargots) et les prix de ces produits sont relativement normaux.

Les inondations des rivières Oubangui et Ouaka à la mi-octobre ont eu lieu dans plusieurs localités situées le long de la frontière sud et centrale, notamment Alindao, Bakala, Bangui, Bimbo, Bouca, Kouango, Mobaye, Mougoumba et Ombella-Mpoko. Cela a conduit aux destructions d'habitations et de biens et pourraient impacter négativement la vulnérabilité des ménages dans les zones concernées. Le bilan provisoire établi par le gouvernement en collaboration avec la Croix Rouge indique 28 640 personnes affectées par ces inondations. Des précipitations supplémentaires sont prévues dans le sud de la RCA au cours de la semaine à venir, ce qui pourrait affecter davantage les ménages riverains du fleuve Oubangui et augmenter le risque de maladies transmises par l'eau et de sources d'eau contaminées.

Les affrontements entre groupes armés et une plus grande insécurité continuent de provoquer de nouveaux déplacements de population, d'empêcher des retours plus importants, de limiter l'accès de l'aide humanitaire et de perturber les moyens d'existence locaux. Cependant, l'amélioration relative des conditions de sécurité dans l'ouest de la RCA et les zones localisées à l'est en 2019 a facilité le retour de certaines personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays et de certains réfugiés dans leurs lieux d'origine. En septembre, la violence armée à Birao a déplacé des dizaines de milliers de personnes et 10 000 d'entre elles étaient toujours enregistrées comme personnes déplacées à Birao à partir du mois d'octobre, selon OCHA. À la fin de septembre, le nombre total de personnes déplacées en RCA était passé à 600 000. Malgré de cette augmentation, l'UNHCR a soutenu depuis 2017 le rapatriement volontaire de 8 870 réfugiés dans leur lieu d'origine et un retour supplémentaire de 6 350 personnes réfugiées au Cameroun est en cours. Le Mécanisme de Réaction Rapide RCA dirigé par l'UNICEF ferait état de retours

Figure 1. Anomalie CHIRPS préliminaire en millimètres de 26 août au 25 octobre 2019 par rapport à la moyenne 1981-2018



Source: Climate Hazards Center UC Santa Barbara

Figure 2. Un quartier inondé après la crue de l'Oubangui à Bangui, en Centrafrique, le 28 octobre



Source : Florent Vergnes/ AFP

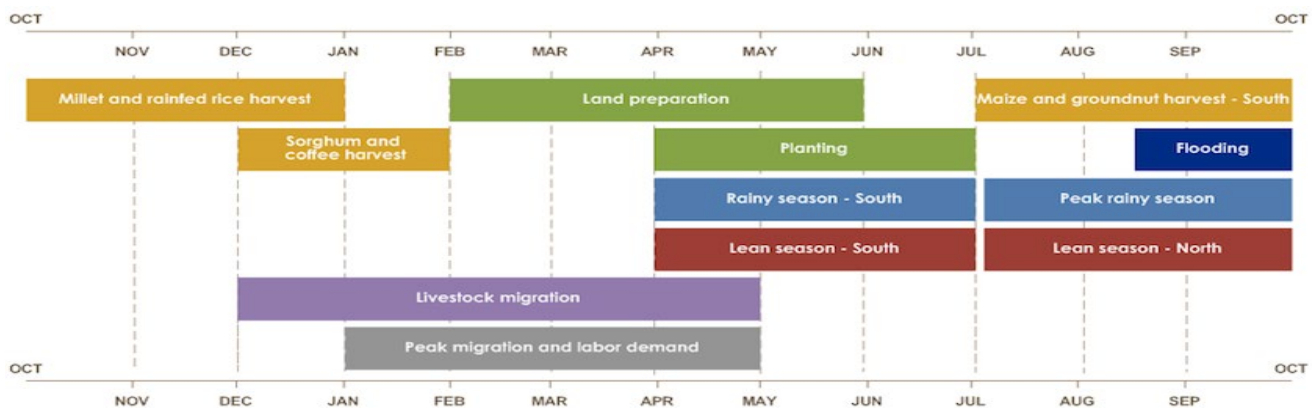
supplémentaires spontanés de réfugiés et de personnes déplacées, qui totalise 87 000 personnes en 2019, même s'ils ne peuvent pas tous retourner chez eux et rester déplacés. La poursuite des activités des groupes armés rend les conditions de retour précaires, même si la tendance est à la hausse.

D'après les informations fournies par le PAM lors de l'analyse IPC de septembre 2019, l'aide alimentaire a atteint au moins 25 pour cent de la population des sous-préfectures d'Obo, Satema, Alindao et Mingala, ainsi que de la localité de Birao à Vakaga. Cette assistance est principalement destinée aux personnes déplacées dans les sites ou vivant dans des familles d'accueil. L'aide alimentaire touche également d'autres sites de PDI représentant moins de 25% de la population de la sous-préfecture, où elle continue de réduire les déficits alimentaires pour les ménages de PDI dont l'accès à des sources de nourriture et de revenus normales a été perturbé. Toutefois, les contraintes d'accès humanitaire continuent de limiter les rations à Haute-Kotto, Haut-Mbomou et Mboumou.

En raison de la faible production agricole, de l'insécurité actuelle, des prix élevés des denrées alimentaires et des déplacements, l'insécurité alimentaire aigüe Crise (Phase 3 de l'IPC) est attendue dans les préfectures de l'est et du sud-est, y compris Vakaga, Haute-Kotto, Basse-Kotto, Mbomou et Haute-Mbomou. Sans aide alimentaire soutenue, les PDI et les familles d'accueil pauvres continueront d'avoir des déficits alimentaires, malgré la disponibilité des récoltes. Les récoltes des ménages épuiseront au début du mois de février, ce qui entraînera une dépendance accrue sur les marchés et d'aliments sauvages. La qualité et la quantité de la consommation alimentaire peuvent se détériorer de février à mai, mais ces sources de nourriture sont les plus susceptibles d'atténuer les grands déficits alimentaires pour la plupart des ménages. Cependant, certains ménages dans les zones les plus touchées pourraient connaître des conséquences plus graves, notamment si le conflit change rapidement ou empêche les ménages de sources de nourriture ou de revenus.

Dans les préfectures centrales de Nana-Gribizi, Ouaka et Ouham, où les déplacés internes représentent 41, 21 et 10 pour cent de la population et où l'activité minière attire de plus en plus de personnes, la demande d'aliments de base devrait continuer à dépasser l'offre, tout en maintenant des prix élevés. Les prix élevés des denrées alimentaires dans ces zones devraient avoir une incidence déterminante sur l'insécurité alimentaire aigüe Stress (Phase 2 de l'IPC) pour les ménages pauvres de ces régions. En revanche, la sécurité alimentaire Minimale (Phase 1 de l'IPC) est attendue, compte tenu de l'augmentation de la production agricole des ménages, de l'amélioration de l'accès aux sources de nourriture sauvage en raison des pluies et de la baisse des prix des denrées alimentaires après la fin de la saison des pluies.

CALENDRIER SAISONNIER POUR UNE ANNEE TYPIQUE



Source: FEWS NET

A PROPOS DU SUIVI À DISTANCE

Dans le suivi à distance, un coordinateur travaille d'un bureau régional avoisinant. En comptant sur les partenaires pour les données, le coordinateur applique l'approche de développement des scénarios pour faire l'analyse et élaborer les rapports mensuels. Comme les données peuvent être moins disponibles que dans les pays avec des bureaux de FEWS NET, les rapports de suivi à distance peuvent montrer moins de détail. Pour en savoir plus sur le travail, veuillez consulter [cliquez ici](#).